

Portrait de la France numérique

*Attentes et usages numériques
des citoyens en 2016*

NOTRE PROJET

Engagé à nourrir les débats d'idées nationaux sur le numérique, notamment en cette période active de la vie politique française, Renaissance Numérique, think tank citoyen spécialiste des enjeux digitaux, lance **une étude inédite** : « **Portrait de la France numérique** », **attentes et usages numériques des citoyens**, avec le soutien de son partenaire **Médiamétrie**.

- Vie politique et modernisation de l'Etat
- Santé et bien-être
- Consommation et économie collaborative
- Citoyenneté et civilité sur Internet
- Vie culturelle

Voici **cinq thématiques** où le numérique vient bouleverser les usages et les chaînes de valeurs **économiques**. C'est donc sur ces thématiques que les personnes interrogées s'exprimeront, tout au long de l'année et jusqu'aux échéances Présidentielles de 2017. Ancrés dans les usages quotidiens des Français, ces thèmes permettront de prendre le pouls de la transition numérique réelle du pays, des citoyens, ainsi que leurs attentes.

Pour chacune de ces thématiques, Renaissance Numérique rédigera **un bref dossier analysant et contextualisant les résultats de l'étude**. Les adhérents et experts de Renaissance Numérique viendront commenter les résultats de ces enquêtes.

MÉTHODOLOGIE

Étude en ligne réalisée avec le dispositif MédiaFit de Médiamétrie auprès de 1 000 internautes âgés de 15 ans et plus représentatifs de la population internaute résidant en France. La population de référence de l'étude (internautes 30 derniers jours de 15 ans et +) est établie à partir des données de l'enquête de référence Observatoire des Usages Internet de Médiamétrie.

EN PARTENARIAT AVEC



Mediametrie

Priorité à la simplification de l'administration en ligne

Quelques jours après la sortie de son livre blanc « Démocratie : mise à jour, 13 propositions pour une mise à jour de l'Etat et l'amélioration de son équilibre démocratique », Renaissance Numérique publie des chiffres inédits sur les usages et attentes des Français en termes de politique et numérique.

Pour les Français, la priorité reste la simplification des démarches administratives, grâce au numérique. Si les outils de co-construction politiques sont moins utilisés chez la majorité des Français, la pétition en ligne reste un outil majeur pour médiatiser les causes, et les plus jeunes, quant à eux, s'intéressent de près aux outils de participation politique sur Internet.

Alors que la vie politique française est dynamisée par l'irruption de nouvelles formes de mobilisations ou la création de nouveaux partis politiques qui s'affranchissent des étiquettes gauche ou droite, Renaissance Numérique consulte les Français sur leurs attentes d'évolution et modernisation de l'Etat grâce aux outils numériques.

Pour le think tank, quelques jours après la sortie de son livre blanc « Démocratie : mise à jour, 13 propositions pour une version améliorée de l'Etat, sa posture et son équilibre démocratique » il était important d'appuyer sa réflexion sur les usages et attentes des Français en termes de politique et numérique.

« Grâce à internet, il est aujourd'hui possible d'interagir différemment avec les institutions de l'Etat, les services publics ou les établissements culturels et de s'impliquer de façon nouvelle dans la vie citoyenne. Médiamétrie coopère une nouvelle fois avec Renaissance Numérique pour apporter un éclairage sur l'opinion et le comportement des Français, ainsi que sur l'étendue de ces interactions. » **témoigne Benoit Cassaigne, adhérent de Renaissance Numérique, Directeur exécutif de Médiamétrie.**

PRIORITÉ À L'AMÉLIORATION DES SERVICES PUBLICS

L'enquête de Médiamétrie révèle les attentes claires des Français en termes de transition numérique de la vie publique : pour plus de la moitié d'entre eux (53 %), **la priorité c'est l'amélioration des services publics en ligne.** Les Français placent à égalité avec cette exigence, celle de rendre les budgets publics transparents et accessibles sur Internet. → Cf. graphique p. 3

Il y a moins d'attentes concernant l'ouverture des données publiques ou les outils favorisant la participation citoyenne (plateforme de co-construction des lois, etc.), outils plus techniques et plus complexes à appréhender. **Pour Henri Isaac, Président de Renaissance Numérique, Vice-Président de l'Université Paris-Dauphine en charge de sa transition numérique : « Il reste à convaincre les Français de l'intérêt des outils numériques pour revitaliser l'exercice démocratique et dépasser l'espace discursif numérique. »**

LA PÉTITION EN LIGNE : OUTIL n°1 DES ACTIONS CITOYENNES NUMÉRIQUES

Le contexte actuel de mobilisations citoyennes impose une réflexion majeure sur les outils à disposition des citoyens pour participer et influencer la vie publique. **La pétition en ligne est l'outil de mobilisation politique numérique le plus utilisé par tous les Français aujourd'hui** (sans distinction particulière en fonction de l'âge ou de la catégorie sociale). Toutefois, ces formes de mobilisation ne sont pas perçues comme des moyens effectifs de faire bouger les lignes, plutôt comme un porte-voix pour médiatiser des causes et rassembler. → Cf. graphique p. 5

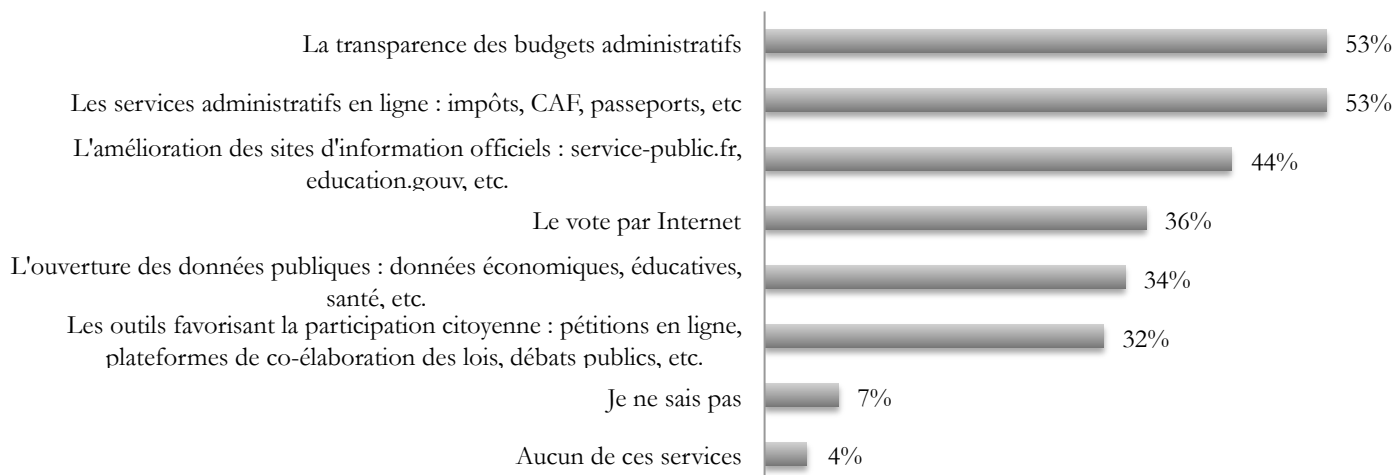
FRACTURE GÉNÉRATIONELLE : LES PLUS JEUNES EN FAVEUR DE D'AVANTAGE DE CO-CONSTRUCTION !

À deux reprises dans les chiffres de l'enquête, on constate une fracture générationnelle dans les outils de co-construction et participation politiques en ligne.

- Les jeunes (15-34 ans) sont deux fois plus nombreux que les plus de 50 ans à avoir déjà participé à des concertations en ligne (co-construction, budget participatif, etc.) organisées par l'administration publique.
 - les personnes de plus de 50 ans représentent presque la moitié des sondés déclarant qu'ils n'utilisent pas Internet pour participer aux débats d'idées politiques ou exprimer leurs opinions.
- Cf. graphique p. 4

QUESTION

Selon vous, quels outils numériques la France devrait-elle développer en priorité ?



À RETENIR

- L'action publique doit en priorité, selon les sondés, développer la transparence des budgets administratifs et les services d'administration en ligne
- La priorité va au développement de la e-administration. Le développement d'outils de participation politique sur Internet sont moins attendus par les citoyens, de même que l'ouverture des données publiques.
- Pour les jeunes (15-34 ans), la mise en place du vote par Internet est considérablement moins attendue que le développement des outils de participation citoyenne
- Pour les jeunes, le développement des démarches administratives en ligne est nettement plus important que la transparence des budgets administratifs (+ 7 points).

DÉCRYPTAGE



Henri Isaac, Vice-Président Transformation Numérique - Université Paris Dauphine, @hisaac25

« Internet est perçu comme un espace d'expression démocratique notamment au travers de l'expression des opinions, mais n'est pas encore perçu comme un espace de co-construction de l'action publique encore moins concernant les décisions publiques. Dans un contexte de défiance à l'égard des politiques, la transparence apportée par le numérique renforce l'exigence de transparence de l'action publique. Il reste à convaincre les Français de l'intérêt des outils numériques pour revitaliser l'exercice démocratique et dépasser l'espace discursif numérique. »



Jean-Vincent Placé, Secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de la Réforme de l'État et de la Simplification - @JVPlacé

« L'ouverture des données publiques reste une préoccupation minoritaire, certainement trop experte. Pourtant, l'excellence de la France en matière d'open data est une grande fierté.

Tous les jours, les Français-e-s prennent des décisions, utilisent des services, lisent des articles basés sur les données publiques, sans toujours le savoir. Continuons à créer de la valeur démocratique, économique et sociale avec la donnée, et l'open data trouvera le chemin du grand public. »

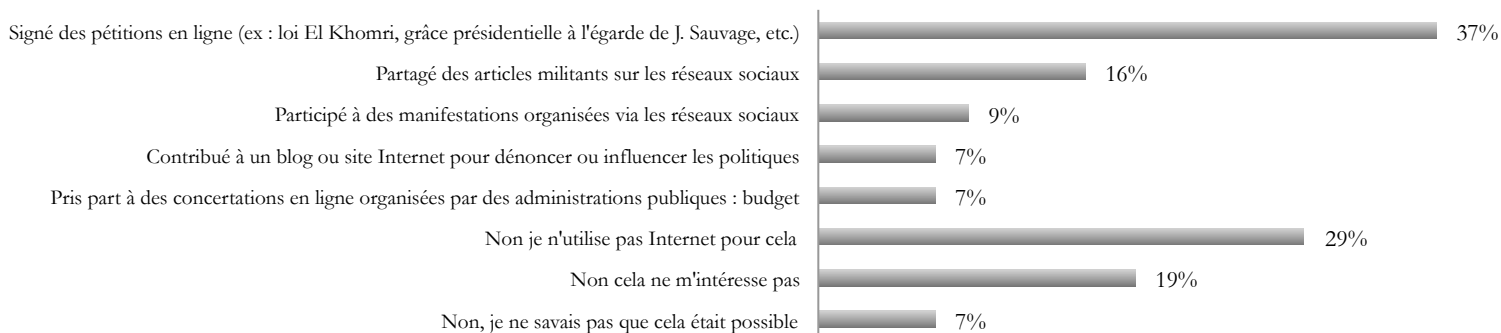


Dimitri Granger, Directeur Général Publicis Consultants, @DG2

« Après l'Etat providence, l'Etat serviciel ? Les citoyens attendent de la transparence mais surtout du pragmatisme et de l'aide pour le quotidien. Amélioration des services administratifs en ligne, optimisation des sites tel que service-public.fr, voire le vote en ligne... sont plus attendus que les outils favorisant la démocratie citoyenne. »

QUESTION

Ces dernières années, de nouvelles formes de participation citoyenne ont vu le jour sur internet. Avez-vous déjà ... ?



À RETENIR

- La pétition en ligne est l'outil de participation politique numérique le plus utilisé (37 %)
- Les processus de participation citoyenne plus complexes (co-construction ou participation au débat) sont les outils politiques numériques les moins utilisés par les citoyens
- Près d'un Français sur dix, âgé entre 15 et 34 ans, a déjà participé à un dispositif de co-construction démocratique en ligne. Dans la tranche d'âge des plus de 50 ans, ils sont moins de 5 %.
- 29 % des citoyens n'utilisent pas Internet comme un outil politique. Essentiellement les personnes âgées de plus de 50 ans (ils sont 32 % à avoir répondu cela, contre 22 % chez les 15-30 ans)
- "CSP -" est la catégorie sociale la moins « intéressée » par l'utilisation d'outils politiques sur Internet : dans cette catégorie, ils sont 22 % à le déclarer.
- Parmi ceux qui signent des pétitions en ligne, la catégorie sociale "inactifs" est la plus représentée

DÉCRYPTAGE



Clément MABI, chercheur à l'Université de Technologie de Compiègne (UTC) au sein du laboratoire Costech, @c_mabi

« On remarque une fois de plus que le numérique prolonge certaines inégalités. Les publics les plus fragiles socialement sont également ceux qui ont les usages du numérique les moins avancés. On parle de cumul de fracture sociale et numérique. Pour autant il est important de noter que les nouvelles formes de participation plus souples, comme le vote en ligne ou la signature de pétition, s'inscrivent plus facilement dans les pratiques des citoyens (culture du *like* et du partage) et peuvent être un facteur de politisation important des usages du numérique les plus quotidiens. Le fait que ces pétitions soient partagées par les proches sur les réseaux sociaux crée de la confiance et de la proximité et incite les citoyens à participer. »

Jérôme Adam, Entrepreneur et conférencier, co-auteur et co-producteur chez J'en Crois Pas Mes Yeux - @TheJeromeAdam

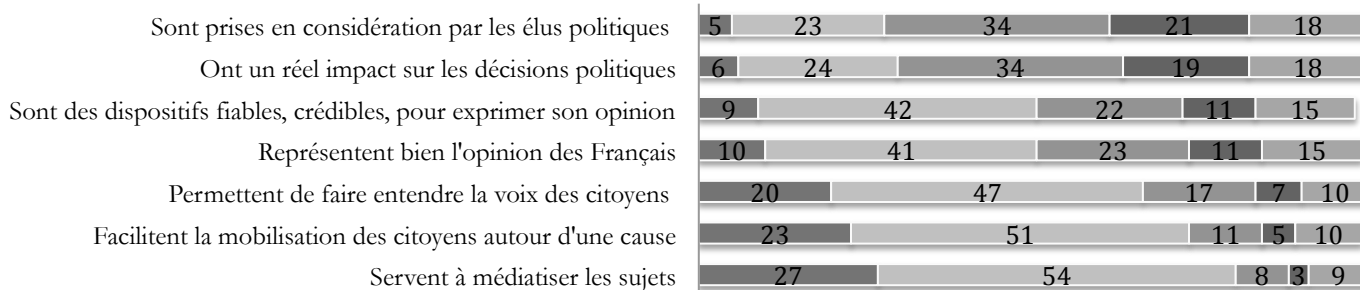


« Avec ces chiffres, on réalise qu'Internet reflète principalement la société off line : il est plus facile de signer une pétition, qui demande peu de temps de réflexion et d'engagement, qu'être à même de faire des propositions, ce qui dans ce cas implique une réflexion importante et un temps de rédaction. »

QUESTION

Diriez-vous des pétitions en ligne qu'elles ?

■ Tout à fait d'accord ■ D'accord ■ Plutôt pas d'accord ■ Pas du tout d'accord ■ Je ne sais pas



À RETENIR

- Les citoyens considèrent que les pétitions en ligne sont d'abord utilisées pour faire connaître un sujet et le médiatiser ; ils sont plus dubitatifs sur leur capacité à exprimer réellement l'opinion publique et franchement sceptiques sur leur pouvoir d'influencer concrètement les décisions politiques.
- Parmi ceux qui considèrent que les pétitions en ligne ne sont en aucun cas prises en considération avec les élus, les jeunes (15-34 ans), les Parisiens et la catégorie sociale « inactifs » sont les plus représentés.
- Croire en la représentativité des pétitions en ligne : c'est d'abord une conviction de jeunes (55,7 % des 15-34 sont d'accord, contre 48,5 % pour les + 50 ans).

DÉCRYPTAGE



Romain Badouard, maître de conférences en sciences de l'information et de la communication à l'université de Cergy-Pontoise, et chercheur au sein du laboratoire AGORA - @RBadouard

"Les pétitions en ligne sont avant tout des indicateurs de mouvements d'opinion, dont le principal intérêt est de nourrir le débat public en quantifiant des prises de position. Elles n'ont pas vocation à être représentatives, puisqu'elles ne reposent sur aucune ingénierie de l'opinion comme les sondages, ni à avoir un impact sur le processus décisionnel, puisque il n'existe en France aucun mécanisme de pétition institutionnalisé et contraignant."

A PROPOS DE RENAISSANCE NUMÉRIQUE

Renaissance Numérique est le think tank de la société numérique. Il réunit les grandes entreprises de l'Internet, françaises et multinationales, les entrepreneurs, les universitaires ainsi que les représentants de la société civile, pour participer à la définition d'un nouveau modèle économique, social et politique issu de la révolution numérique. Il regroupe aujourd'hui plus de cinquante adhérents et plus de 250 délégués territoriaux amenés à faire vivre la réflexion numérique partout sur le territoire et auprès des élus. Il est présidé par Henri Isaac.
Contact presse : Camille Vaziaga – 06 21 31 75 04 – cvaziaga@renaissancenumerique.org

A PROPOS DE MEDIAMETRIE

Leader des études médias, Médiamétrie observe, mesure et analyse les comportements du public et les tendances du marché. Créée en 1985, Médiamétrie développe ses activités en France et à l'international sur la Télévision, la Radio, l'Internet, le Cinéma, le Téléphone Mobile, la Tablette et le Cross-Médias. En 2015, Médiamétrie a réalisé un chiffre d'affaires de 85,5M€.

Web : www.mediametrie.fr

Twitter : @Mediametrie

Facebook : www.facebook.com/Mediametrie